

Cote du document:	<u>EB 2010/99/R.18/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>10 b) ii)</u>
Date:	<u>22 avril 2010</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de don à l'Érythrée pour le**

### **Projet de développement de la pêche**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session  
Rome, 21-22 avril 2010

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux membres du Conseil d'administration**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec la responsable du FIDA ci-après:

**Abla Z. Benhammouche**

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2226

courriel: [a.benhammouche@ifad.org](mailto:a.benhammouche@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

**Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>v</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	3

## **Sigles et acronymes**

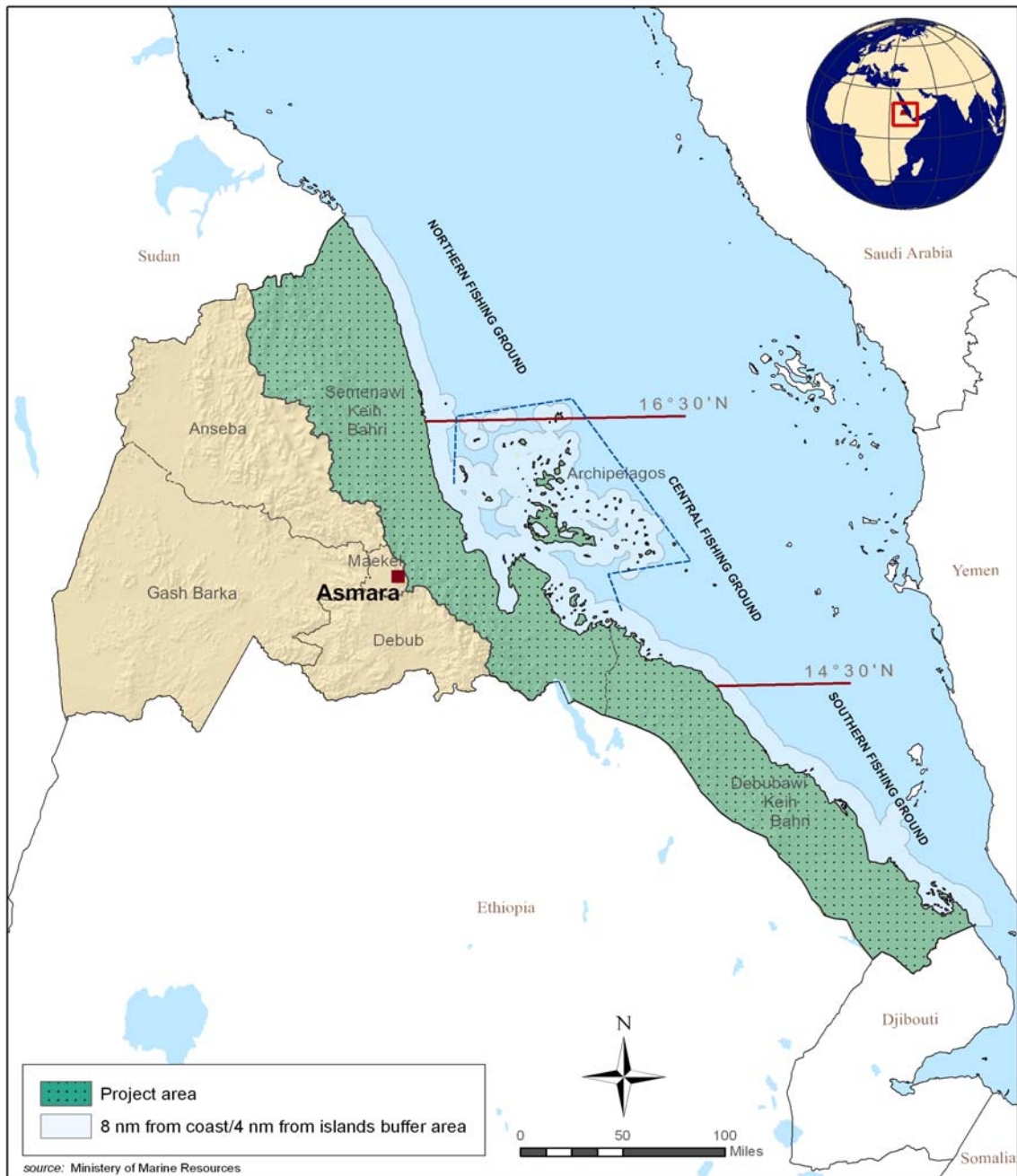
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UAC	Unité d'appui aux coopératives

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de l'Érythrée pour le projet de développement de la pêche, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

# Carte de la zone du projet

## Eritrea Fisheries Development Project



Source: FIDA  
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

5-2-2010

# Érythrée

## Projet de développement de la pêche

### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Pays bénéficiaire du don:</b>	Érythrée
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère des ressources marines
<b>Coût total du projet:</b>	18,14 millions d'USD
<b>Montant du don du FIDA:</b>	8,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,58 millions d'USD)
<b>Contribution du pays bénéficiaire du don:</b>	5,38 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	0,18 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA





# Proposition de don à l'Érythrée pour le projet de développement de la pêche

## I. Le projet

### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. La pauvreté en Érythrée est la plus grave dans les plaines côtières où les températures élevées et le manque d'eau entravent le développement agricole. S'il fut un temps où la zone côtière abritait un secteur de la pêche dynamique, des décennies de guerre l'ont mené au bord de l'effondrement. Et pourtant l'Érythrée possède encore quelques-uns des rares stocks de poissons sous-exploités qui subsistent dans le monde, mais jusqu'à présent les communautés de pêcheurs du pays n'ont guère reçu le soutien nécessaire pour mettre à profit ces riches ressources. En renforçant le secteur de la pêche artisanale et en mettant des mesures en place pour garantir une gestion durable des ressources, le projet contribuera à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire dans cette région inhospitalière tout en contribuant aussi aux objectifs nationaux de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté.

### B. Financement proposé

#### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à l'Érythrée un don d'un montant de 8,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,58 millions d'USD), pour contribuer au financement du projet de développement de la pêche.

#### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour l'Érythrée au titre du SAFP est de 30,2 millions d'USD (y compris une allocation post-conflit de 5,0 millions d'USD) sur les trois ans du cycle SAFP (2010-2012). Le montant du financement proposé entre dans ce cadre.

#### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Selon le Cadre pour la soutenabilité de la dette établi par le FIDA, l'Érythrée peut prétendre à un financement à 100% sous forme de don.

#### Flux de fonds

5. Les fonds seront versés dans les comptes de projet désignés des organismes d'exécution, conformément aux plans de travail et budgets annuels. Des procédures de paiement direct seront appliquées aux contrats attribués à la suite d'appels d'offres nationaux et internationaux.

#### Modalités de supervision

6. Le projet sera directement supervisé par le FIDA.

#### Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

#### Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du don du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) appel à la concurrence pour la passation des marchés; et ii) procédures administratives et financières transparentes. Les modèles à utiliser pour présenter les états financiers et les rapports seront arrêtés en accord avec le FIDA avant le premier décaissement, et la conformité des documents à ces modèles sera vérifiée par les missions de supervision.

## C. Groupe cible et participation

### Groupe cible

9. Le groupe cible est composé de pêcheurs artisanaux pauvres qui utilisent des bateaux et des pirogues, de pêcheurs à pied, de femmes, de jeunes, de personnes déplacées dans le pays de retour chez elles et de soldats démobilisés qui vivent autour d'Assab et de Massawa et des 70 villages situés le long de la côte de la mer Rouge. Une attention particulière sera accordée à la possibilité d'encourager les ménages dirigés par une femme (environ 30% de la population) à participer au projet et de soutenir les jeunes qui souhaitent pratiquer la pêche mais qui ne peuvent pas actuellement s'acheter le matériel nécessaire.

### Méthode de ciblage

10. Le projet coopérera avec les aînés des communautés de pêcheurs et les comités de développement villageois ainsi qu'avec les organisations locales comme l'Union nationale des femmes érythréennes et l'Union nationale des jeunes et étudiants érythréens afin de mobiliser les groupes cibles. Il s'appuiera en outre sur les traditions communautaires de solidarité avec les personnes vulnérables pour recenser les ménages les plus nécessiteux. Les pêcheurs artisanaux sans bateau et d'autres intéressés par la pêche bénéficieront eux-aussi d'un soutien. Tous les pêcheurs recevront une formation et des facteurs de production. La formation et le soutien aux activités telles que la fabrication de filets seront réservés aux femmes. Les deux *zobas* (régions) qui constituent la zone du projet sont classées parmi les plus pauvres du pays, le revenu par habitant des ménages de pêcheurs qui ne possèdent pas de bateau, des exploitants de pirogues et des pêcheurs à pied y étant inférieur à 1 USD par jour. Les ménages dirigés par une femme sont les plus pauvres.

### Participation

11. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le processus de conception du projet a inclus une vaste consultation des parties prenantes. Les groupes cibles bénéficieront d'un appui pour constituer des coopératives afin d'obtenir des bateaux et du matériel à crédit, le projet permettant une grande souplesse en termes de dimension et de composition de ces coopératives afin de répondre aux besoins divers des bénéficiaires. Des installations spéciales seront construites dans les centres de formation pour que les femmes puissent participer au projet, et des possibilités leur seront offertes pour qu'elles puissent exercer des activités à terre comme la fabrication et la réparation des filets, la transformation et la commercialisation, et devenir propriétaires de bateaux et engager des hommes afin qu'ils pêchent pour elles.
12. Les représentants du groupe cible feront partie des organes de décision, y compris ceux qui sont liés au développement du secteur et à la gestion des zones côtières. Les coopératives seront incitées à s'unir au sein d'une organisation faitière qui permettra aux pêcheurs de mieux maîtriser leurs moyens de subsistance et la gestion des ressources halieutiques. Le groupe cible participera en outre au suivi et à l'évaluation, en particulier pour ce qui est de mesurer l'amélioration des services fournis par le Ministère des ressources marines et l'unité d'appui aux coopératives (UAC) qui sera mise en place dans le cadre du projet.

## D. Objectifs de développement

### Objectifs clés

13. Le projet a pour finalité de contribuer à la sécurité alimentaire des ménages et de l'ensemble du pays, de réduire la pauvreté rurale et d'accroître la contribution du secteur de la pêche à l'économie nationale. L'objectif central est d'accroître la production et la productivité du secteur de la pêche tout en préservant les stocks de poissons et l'écosystème marin.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

14. Non seulement le projet renforcera le Ministère des ressources marines, mais il soutiendra aussi la restructuration du système des coopératives et la mise en place d'UAC semi-autonomes (qui viendront remplacer l'ancienne Union des coopératives) pour administrer le remboursement des prêts accordés aux pêcheurs et organiser la formation et l'approvisionnement en intrants. Le projet encouragera les coopératives à s'organiser au sein d'une union faitière qui permettra aux pêcheurs d'avoir du poids dans la prise des décisions. Un conseil de gestion intégrée des zones côtières sera en outre créé pour réduire les conflits opposant les utilisateurs des ressources. Un bureau national de coordination du projet sera mis en place au sein du Ministère des ressources marines pour coordonner tous les projets de pêche, y compris les actions en cours financées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et deux ONG. Des bureaux de coordination pour l'ensemble des projets de développement seront mis en place en collaboration avec l'Union européenne.
15. Au cours de la conception du projet, le gouvernement a décidé d'autoriser les pêcheurs à commercialiser un pourcentage de leur prise au lieu d'en vendre l'intégralité à la société parapublique de commercialisation du poisson. La restructuration des coopératives favorisera aussi une approche ascendante de leur développement. En outre, la création d'une UAC semi-autonome est une étape importante vers la création d'un organisme indépendant œuvrant en faveur des pêcheurs. En principe, d'ici à la fin du projet, l'UAC sera complètement indépendante sous la direction d'une fédération des coopératives de pêche.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

16. La programmation du projet tirera parti de l'expérience d'opérations antérieures financées par le FIDA au cours de la période de redressement post-conflit, conformément à la politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement; il contribuera à l'objectif stratégique du Fonds ayant trait à la lutte contre la pauvreté et la faim dans les zones rurales, tel qu'énoncé dans le programme d'options stratégiques pour le pays. Il est aligné sur l'objectif général du FIDA consistant à donner aux femmes et aux hommes qui vivent dans les zones rurales les moyens d'améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire. Il concourra en outre à la réalisation de plusieurs des objectifs du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, et il est conforme à la politique du FIDA en matière de ciblage et à ses procédures d'évaluation environnementale et sociale.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

17. La contribution que le secteur de la pêche pourrait apporter à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté est reconnue depuis l'indépendance du pays, par exemple dans le document de 1994 sur la politique macroéconomique du Gouvernement érythréen. Accroître la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté sont des objectifs clés des politiques nationales de développement et sont des priorités du document intérimaire de stratégie de l'Érythrée pour la réduction de la pauvreté (2004), de son document de stratégie de sécurité alimentaire, du plan national de gestion de l'environnement (1995) et de la proclamation du gouvernement en faveur de la pêche (1998).

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

18. Au cours de la conception du projet, le FIDA a consulté tous les organismes de développement qui opèrent dans le secteur de la pêche en Érythrée, y compris l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PNUD et l'Union européenne. Le projet mettra à profit ces partenariats et coopérera avec la FAO et le PNUD pour des activités spécifiques ayant trait à la commercialisation et aux technologies de l'information et des communications et, avec l'Union européenne en vue de l'établissement de bureaux de coordination du projet au niveau des *zobas*.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

19. Le projet comprend trois composantes: i) renforcement des capacités institutionnelles du Ministère des ressources marines (21% du total des coûts ou 3,7 millions d'USD); ii) réorganisation et renforcement des coopératives de pêcheurs et appui aux autres pêcheurs artisanaux (67% ou 12,4 millions d'USD); et iii) services d'appui à l'exécution du projet (12% ou 1,96 million d'USD).

### **Catégories de dépenses**

20. Les catégories de dépenses sont au nombre de six: i) véhicules, bateaux pour le Ministère, équipement et matériel (11% des coûts de base); ii) travaux de génie civil (2%); iii) formation, ateliers et études (12%); iv) fonds de roulement initial pour les coopératives, les bateaux, les pirogues et autre matériel pour les pêcheurs (57%); v) assistance technique (4%); et vi) dépenses de fonctionnement et entretien (14%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

21. Il s'agit du bureau de coordination du projet national, des divers services du Ministère des ressources marines, y compris ses sous-divisions des *zobas*, le comité de pilotage du développement de la pêche, le comité de coordination technique du développement de la pêche, le projet Manzanar (une initiative à but non lucratif basée au Ministère), l'UAC et les sociétés coopératives de pêcheurs elles-mêmes.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

22. Le bureau de coordination du projet au sein du Ministère des ressources marines assurera la coordination de la mise en œuvre. Un comité de coordination technique du développement de la pêche sera chargé des questions techniques et rendra compte au comité de pilotage du développement de la pêche, présidé par le Ministre des ressources marines. Le projet Manzanar sera responsable de l'exécution des activités de mise en valeur des mangroves. L'UAC coordonnera l'approvisionnement en intrants et l'exploitation du fonds renouvelable.

### **Rôle de l'assistance technique**

23. Il est prévu une assistance technique pour renforcer le Ministère des ressources marines, et notamment: des services de vulgarisation, un système statistique renforcé et un programme amélioré de recherche et d'évaluation des stocks; un examen des politiques et de la législation; l'exploitation de l'UAC; et des dispositifs de suivi et d'évaluation et d'examen du projet.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

24. Le coût total du projet est de 18,14 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement sont le FIDA (12,58 millions d'USD, soit 69%), le gouvernement (5,38 millions d'USD, soit 30% – dont 3,43 millions d'USD provenant d'un compte renouvelable pour l'approvisionnement en intrants qui sera ouvert pour le projet); et les bénéficiaires (0,18 million d'USD, soit 1%).

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

25. Les avantages seront notamment les suivants: i) exploitation durable accrue des ressources marines de l'Érythrée; ii) réduction de la pauvreté et amélioration de la sécurité alimentaire dans les communautés côtières et au plan national; iii) accroissement de la capacité de pêche, de transformation, de commercialisation, etc., des coopératives et de participation à la prise de décision; et iv) renforcement du Ministère des ressources marines et des sous-divisions des *zobas* pour appuyer le développement du secteur de la pêche et prévenir la surexploitation et la dégradation de l'environnement marin.

### **Viabilité économique et financière**

26. Le taux de rentabilité économique du projet a été estimé à 24%. En principe, à l'issue du projet, les membres des coopératives auront un revenu moyen de 6 240 USD par an au lieu de 1 600 USD avant le projet. L'accroissement des prises de poisson devrait être de 26 400 tonnes par an.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

27. L'étude de référence menée actuellement par le FIDA sera la première étude socioéconomique majeure entreprise dans la zone d'intervention. Cette étude et d'autres informations générées par le projet seront placées dans un centre de documentation qui sera constitué au sein du Ministère des ressources marines. Des dispositions ont été prises pour partager les savoirs et les expériences grâce à des supports imprimés et des moyens radiotélévisés, et, en collaboration avec le PNUD, les installations d'accès à Internet au ministère seront améliorées pour faciliter le partage des savoirs. Des visites entre pêcheurs et des visites de projets seront organisées dans la région et dans des pays développés, en partenariat avec une ONG qui œuvre en Érythrée, la Société danoise pour une mer vivante.

### **Innovations en matière de développement**

28. Bien que l'Érythrée, presque exceptionnellement, possède encore des stocks de poissons sous-exploités, le projet garantira que l'accroissement de la production ne donne pas lieu à une surpêche ou à une détérioration du milieu côtier et marin. Le processus de conception du projet a suivi une approche fortement participative; il a favorisé le dialogue entre les pêcheurs et le Ministère des ressources marines et permis d'instaurer des relations de confiance, qui contribueront à continuer d'associer les pêcheurs à la prise de décision. Il offre un contraste saisissant avec les modèles de développement "par le haut" de la pêche mis en œuvre jusqu'à présent par l'Érythrée.

### **Approche d'élargissement**

29. À compter de 1993, le projet de pêche au Sahel, financé par les Pays-Bas et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, a mené des activités très semblables à celles du présent projet. Il a été jugé très réussi jusqu'au déclenchement du conflit en 1998, quand les pêcheurs ont été mobilisés et les activités de pêche perturbées de maintes façons. Le présent projet suit une approche analogue mais à plus grande échelle, élargissant le groupe cible et la zone d'intervention, et contrebalançant l'appui à l'augmentation de la production halieutique par des mesures plus importantes visant à en garantir la durabilité. Le projet tirera en outre parti des expériences de recours à des fonds renouvelables ayant donné de bons résultats pour les services vétérinaires dans le cadre de deux autres opérations financées par le FIDA dans le pays, à savoir le projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Gash Barka et le programme post-crise de redressement et de développement en milieu rural.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

30. Le projet est exposé à six principaux risques: i) résurgence du conflit frontalier; ii) fonctionnement restrictif des marchés; iii) capacités d'exécution limitées du Ministère des ressources marines; iv) connaissances techniques insuffisantes et difficultés financières des organisations de pêcheurs et de producteurs; v) surpêche; et vi) incapacité du marché intérieur à absorber le surcroît de production. Les mesures d'atténuation prévues sont les suivantes: i) souplesse dans le fonctionnement des coopératives pour permettre la poursuite des activités en cas de conflit; ii) libéralisation du fonctionnement des marchés et garantie de l'approvisionnement en intrants par la constitution de l'UAC et d'un fonds

renouvelable; iii) renforcement des capacités du personnel du Ministère des ressources marines; iv) développement des organisations de pêcheurs, formation, amélioration des services de vulgarisation et mise en place de la gestion et d'un appui financier aux coopératives; v) renforcement des mesures destinées à éviter la surpêche; et vi) appui des services de commercialisation et d'assurance de la qualité du secteur privé pour satisfaire aux critères requis par les marchés d'exportation.

#### **Classification environnementale**

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car il n'est pas susceptible d'avoir une incidence négative notable sur l'environnement. Il n'est donc pas utile de procéder à une évaluation environnementale.

#### **K. Durabilité**

32. L'approche participative adoptée pour la conception du projet a donné aux parties prenantes un sentiment d'appropriation et assuré que le projet répondra directement à leurs besoins prioritaires, un point de départ important pour susciter l'engagement nécessaire pour garantir la viabilité des activités après le projet. Le projet sera exécuté au sein de cadres institutionnels permanents. Les activités de renforcement des capacités et les avantages financiers dont profiteront les bénéficiaires renforceront aussi la durabilité, et les efforts déployés pour encourager une approche commerciale de la prestation de services devraient assurer l'autonomie financière des services d'appui. Les efforts visant à accroître la production halieutique seront contrebalancés par des mesures destinées à éviter la surexploitation des stocks de poissons.

### **II. Instruments juridiques et autorité**

33. Un accord de financement entre l'Érythrée et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
34. L'Érythrée est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

### **III. Recommandation**

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'Érythrée un don d'un montant équivalant à huit millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (8 250 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# Negotiated financing agreement: "Fisheries Development Project"

(Negotiations concluded on 22 March 2010)

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Fisheries Development Project (FDP) (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the State of Eritrea (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1. The amount of the Grant is eight million two hundred and fifty thousand Special Drawing Rights.

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

3. There shall be a Project Account for the benefit of the Ministry of Marine Resources in the Bank of Eritrea.

4. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of one million nine hundred and sixty thousand USD.

## Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Recipient's Ministry of Marine Resources.

2. Additional Programme Parties include but are not limited to service providers and institutions mentioned in Schedule 1.

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

#### **Section D**

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

#### **Section E**

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (i) The National Project Coordination Office shall have been established with staff satisfactory to the Fund;
- (ii) The Fisheries Development Steering Committee and the Fisheries Development Technical Coordination Committee shall both have been established with membership satisfactory to the Fund;
- (iii) The charter of the Cooperative Support Unit in a form satisfactory to the Fund shall have been approved by the Recipient.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister of Marine Resources  
P.O. Box 923  
Asmara, Eritrea

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

\_\_\_\_\_  
For the Fund

\_\_\_\_\_  
For the Recipient



## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project Description**

1. *Target Population.* The Project shall directly benefit about 6,000 households in the coastal area (the "Project Area") including existing artisanal fishers and others who would like to become involved in the fisheries sector including, inter alia: youths; demobilised soldiers; Internally Displaced People; and women and women headed households (WHHs). At least 1,500 of the households to benefit directly will be WHHs. A total of about 300 government staff will benefit.

2. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to national and household food security and the alleviation of rural poverty, in line with the major development priorities of the Government of Eritrea.

3. *Objectives.* The objective of the Project is to raise production and productivity of artisanal fishers while conserving fishery and other marine resources.

4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

#### **4.1 Component 1: Strengthening the Institutional Capacity of the Ministry of Marine Resources**

- (a) Capacity building in the Marine Resources Development Department and the Marine Resources Regulatory Services Department;
- (b) Improvement of Landing Site Infrastructure and Infrastructure Support Services;
- (c) Strengthening of the Zoba Branches of the Ministry of Marine Resources;
- (d) Supporting the Integrated Coastal Area Management Authority;
- (e) Expanding and strengthening the Hirgigo Fisheries Training Centre;
- (f) Supporting the work of the Manzanar Mangrove Project; and
- (g) Support for aquaculture development.

#### **4.2 Component 2: Reorganisation and Strengthening of the Fishers' Cooperatives and Support to other Artisanal Fishers**

- (a) Re-organisation of old cooperatives and establishment of new ones;
- (b) Establishment of the Cooperative Support Unit;
- (c) Building the capacity of fishers and equipping them; and
- (d) Improvements to post-harvest handling and processing and support to Cooperatives and small fish traders marketing.

#### **4.3 Component 3: Project Implementation Support Services**

- (a) Establishment of National Project Coordination Office and provision of technical assistance and logistical and material support;
- (b) Training of Project staff;
- (c) Project management, monitoring and evaluation; and
- (d) Support to National Fisheries Cooperation domestic fish marketing services.

## II. Implementation Arrangements

1 The Project shall be implemented within the government's decentralized institutional framework involving coordinated implementation by the Ministry of Marine Resources (MMR), the MMR Zoba branch and the coastal fishing communities. The overall management of the Project shall be the responsibility of the MMR under the direct supervision of the Minister of Marine Resources. The **National Project Coordination Office** in the Office of the Minister shall arrange overall coordination of implementation including preparation of the Annual Work Plan and Budget (AWPB), procurement, progress reporting, monitoring and evaluation and financial management. The Office shall also ensure timely preparation and submission of the Review Reports, Project Completion Report and the Annual Audit reports.

2. Within the Ministry of Marine Resources the **Office of the Minister** shall be responsible for the review and updating of fisheries sector policies, strategy, and regulations. It shall ensure the establishment and effective operation of the Integrated Coastal Area Management Authority including the Board, the technical committee and the operating office. It shall ensure a timely preparation of Integrated Coastal Area Management Plan in collaboration with the coastal fishing communities and other stakeholders including, inter-alia, Ministry of Agriculture, Ministry of Land, Water and Environment (MLWE), Ministry of Public Works, Ministry of Transport and Communications, Ministry of Tourism, National Fisheries Cooperation (NFC), and commercial fishing enterprises.

3. The oversight responsibility will be entrusted to a **Fisheries Development Steering Committee** (FDSC), which will be chaired by the Minister of Marine Resources and will include the Minister of Land, Water and Environment, the Governors of the Northern Red Sea and Southern Red Sea Zobas, the Directors General of the Departments of Marine Resources Development and Marine Resources Regulatory Services, and the Director General of the Environment Department of MLWE, or such other members as may be agreed from time to time by the Recipient and the Fund. The Project Coordinator shall be the Secretary. The FDSC shall ensure that the Project is implemented within the national policy and strategy, approve AWPB and ensure resolution of conflicts or bottlenecks that may arise during implementation. It shall review and approve all reports including, inter-alia, the AWPB, audit reports, progress and Monitoring and Evaluation reports, Review Reports and Project Completion Report before forwarding to IFAD. The Committee will meet on a six monthly basis.

4. A **Fisheries Development Technical Coordination Committee** shall be established within MMR and will be chaired by a Director General of the MMR nominated by the Minister, and include the other Director General of MMR, the Director of Human Resource Department and Training, the Heads of the two Zoba Branches of MMR, the Director of NFC, the Project Coordinator and four representatives of fishing communities, (two of whom will be women) or such other members as may be agreed from time to time by the Recipient and the Fund. The Head of the Cooperative Support Unit will be the Secretary. The committee will meet quarterly. It will review progress of implementation, resolve any technical issues, review the AWPB and ensure its technical coherence and consistency with the Project design report and endorse it before presentation for approval by the steering committee.

5. The MMR **Marine Resources Development Department** (or, in the event of the reorganization of the Lead Project Agency, such other division as may be agreed between the Recipient and the Fund) shall ensure that technical support services for effective fishing are provided, and oversee infrastructure development at the landing sites as well as provide operation and maintenance services and supervision of the use of the facilities. The Department will provide technical backstopping to Zoba Branches for effective extension services.

6. The **Marine Resources Regulatory Services Department** (or, in the event of the reorganization of the Lead Project Agency, such other division as may be agreed between the Recipient and the Fund) shall be responsible for quality assurance and certification services, provide control, monitoring and surveillance services including registration of fishers, and shall ensure the protection of marine environment; supervision of the preparation and implementation of the Integrated Coastal Area Management Plan and shall maintain necessary data on fish landing and the marine resources situation. It shall ensure that fishing and other maritime operations are carried out within the National Environmental Management Plan that ensures sustainable resource use.
7. The **Manzanar Project**, which is based within the MMR, shall be responsible for carrying out the mangrove development activities; and provide training in and promotion of production of animal feed using fish waste and mangrove tree seeds.
8. The **Zoba Branches of the MMR** shall be charged with the day-to-day operation of the Project including the effective management of the landing sites, provision of extension and cooperative support services, regulatory and post harvest and marketing services and production of progress reports.
9. The Board of the **Cooperative Support Unit (CSU)** shall determine its policies and define the strategy for the CSU's operation. It shall provide overall supervision and control of its operations. The CSU shall provide day-to-day support for the development and operation of cooperatives, including organization and supervision of training, operation of input supply along with the management of the fisheries input supply revolving account. It shall also promote the marketing activities of the cooperatives and backstop the financial management of cooperative societies including ensuring prompt repayment for inputs which may be provided to them on credit. It shall encourage the cooperative societies to develop unions which can assume responsibility for the management of the CSU not later than the fifth year of the Project. The CSU shall provide market information and other market support services to cooperatives for fish and fish product marketing domestically and internationally. Based on the reports from the societies, the unit shall submit to the National Project Coordination Office, monthly, quarterly, bi-annual and annual reports on the functioning of cooperatives including their production, financial status and the operation of input supply and the revolving account.
10. The **National Fisheries Cooperation (NFC)** shall continue marketing fish nationally and for export. However, the Recipient shall encourage the cooperatives and the private sector to undertake fish marketing to create competition and promote better pricing.
11. The **Fishers Cooperative Societies** shall be responsible for fishing and for the sale of part of their catch. Since they have not developed necessary marketing capacity, they shall initially sell, on their own, a proportion (20%) of their catch while the NFC shall be obliged to buy the rest. Each cooperative society shall operate a small office which will be run by a member trained to keep records of operations including production, sales and assets/liabilities. The officer shall produce monthly, quarterly, six monthly and annual reports. He/she shall keep simple financial records in accordance with cooperative legal requirements. The female members of the cooperatives shall undertake marketing of that proportion of the catch earmarked for direct sale and engage in other fishery related operations. The Technical Assistance staff, head of CSU and CSU staff shall provide needed support to ensure efficient operation of the societies. The Accounting Officers of CSU shall provide supervision of the society accounts on a monthly basis. Independent auditors shall be appointed by the MMR to audit the accounts of the societies and to produce a consolidated audited account annually for the cooperatives. The report shall be submitted to the financial controller in the National Project Coordination Office and will

form part of the annual Project report. Each cooperative/group shall save on a regular basis at least 15% of its net revenue to build-up necessary assets and provide for working capital. Governance will follow standard cooperative practices.

12. **Operation of the Input Supply and Input Revolving Account.** The CSU will build-up the procurement packages for input supply based on requests from fishers' cooperatives, groups and other fishers reflecting their needs and requirements detailed in business plans. The packages shall be procured using the services of the MMR procurement unit or by the cooperative societies if they will express the desire to do so with advisory support from the CSU. The two warehouses and the seven outlets will be the centres of sales/distribution. The inputs including boats, fishing gear and others will be provided on credit in kind to cooperative societies and groups meeting the specified criteria, or in cash. An input revolving account shall be opened in a commercial bank with a good number of branches in the Project area. The head of CSU, the Financial Controller of CSU and head of the MMR Finance and Administration Division shall operate the account. The operational modalities of the input revolving account shall be fully described in the Project Implementation Manual.

13. The **Integrated Coastal Area Management Authority**, once established, will ensure effective implementation of the policies and strategies for integrated coastal management, using the services of the MMR Departments, it will prepare the Integrated Coastal Management Plan. It will ensure the coordination of coastal area development, provide useful linkages with international best practices, as well as ensure that Environmental Impact Assessments are prepared and implemented for all development activities in the coast.

14. **Project Implementation Manual (PIM).** The MMR shall finalise the PIM, including a Financial Management Manual. The MMR shall submit the PIM to the Fisheries Development Steering Committee for approval. When so approved, the Project Coordinator shall forward the PIM to the Fund for comments and no objection. The PIM shall be submitted to the Fund no later than six months after the Project becomes operational.

## Schedule 2

### *Allocation Table*

1. *Allocation of Grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of financing under the Grant
I. Vehicles, MMR boats, equipment and materials	1 130 000	100% net of taxes
II. Civil Works	180 000	100% net of taxes
III. Training, Workshops and studies	1 350 000	100% net of taxes
IV. Initial working capital for Cooperatives, fishers' boats, canoes and other fisheries equipment	3 770 000	100% net of taxes
V. Technical Assistance	420 000	100% net of taxes
VI. Operating costs and maintenance	1 000 000	100% net of taxes
VII. Unallocated	400 000	
<b>TOTAL</b>	<b>8 250 000</b>	

2. *Start-up Costs.* Withdrawals to meet the costs of starting up the Project shall be subject to advance approval by the Fund.

### **Schedule 3**

#### *Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. The Recipient shall strengthen the Ministry of Marine Resources (MMR), in particular its Marine Resources Development Department and Marine Resources Regulatory Services Department, Hirgigo Fisheries Training Centre and the Zoba Branches of MMR to carry out the implementation of the Project.
2. The policies and strategies for fisheries sector development shall be reviewed by MMR in light of the planned socio-economic development no later than the end of the second Project Year.
3. The Recipient shall ensure that the Integrated Coastal Area Management Plan shall be prepared by the Integrated Coastal Area Management Board, and that the Fisheries Management Plan (FMP) shall be reviewed and updated by MMR. The FMP shall include incentives structured to encourage operation of fishers, particularly artisanal fishers.
4. The Recipient shall ensure that existing Fishers Cooperatives shall be reorganized to improve efficiency and the development of new cooperatives and groups, including special women's cooperatives, shall be promoted. The cooperative system shall be strengthened including the evolution of Unions and Associations to provide support services to members. The existing Fishermen Cooperative Association shall also be reorganized and strengthened, however membership by societies shall be voluntary and the Association shall not undertake any credit guarantee for the societies/groups. The Recipient shall not provide any financial support for the reorganisation which will be at the initiative of cooperative societies.
5. The Recipient shall ensure that MMR shall facilitate the artisanal fishers self-marketing of their catch according to agreed percentages with an initial 20% to be reviewed upward as cooperative societies marketing capacity increases.
6. The Recipient shall ensure that each agency involved in the implementation of the Project shall keep independent accounts to record all transactions financed from the Grant.
7. The Recipient shall ensure that two Project Reviews shall be carried out in Project Year 3 and Project Year 5 and reports submitted to the Fund and that agreed recommendations shall be implemented forthwith.
8. The Recipient shall ensure that the operations of the Cooperative Support Unit shall be assessed as to readiness to become an independent agency outside MMR, not later than two years of its operation.

## Key reference documents

### Country reference documents

State of the Coast, 2006 – 2007 – Ministry of Marine Resources – Asmara, 2008

The State of Eritrea: Fisheries Management Plans for Soft-Bottom, Hard-Bottom Fisheries and an Experimental mid-Water Trawl Fishery Plan: Final Report of Project No. FAO TCP/ERI/2904 – Development and management of Industrial Fisheries in Eritrea – August 2006

Ministry of Fisheries: Annual Reports 2007 and 2008

Introduction of Coastal Aquaculture to the Eritrean Coast – FAO – Project Report, 2008

Improving Fishing Communities' Livelihoods to Enhance National Food Security: UNDP Project document – No. 00061470 – 2008

Report of an FAO mission to investigate Improved Production and Processing of Small Pelagic Species in Eritrea: April/May 2008

State of Eritrea: Integrated Coastal Area Management: Guidance for Implementation

The Manzanar Project – Low-tech solutions to hunger and poverty

CARE, WFP and ERREC (2003). Eritrea Rural Livelihood Security Assessment. Report of the Findings, CARE, WFP, and ERREC, Asmara.

Economist Intelligence Unit (2006). Eritrea. Country Profile 2007, The Economist Intelligence Unit, London, UK

Eritrean Agency for the Environment (1995). National Environmental Management Plan for Eritrea, Eritrean Agency for the Environment, Asmara

Government of Eritrea (2003). Interim Poverty Reduction Strategy, Asmara.

Government of Eritrea (2004). Food Security Strategy, Asmara

Ministry of Land, Water and Environment, Department of Environment (2000). National Biodiversity Strategy and Action Plan, MLWE, Asmara. United Nations (2002). United Nations Development Assistance Framework (2002-2006), Eritrea, United Nations Mission in Eritrea, Asmara.

World Bank (2004). Eritrea. Country Assistance Evaluation, Operations Evaluation Department, Report NO. 28778-ER, World Bank, Washington.

World Bank (2005) – Poverty Reduction and Economic Management 2, Country Department 5, Africa Region

### IFAD reference documents

IFAD: Results and Impact Management System (RIMS) – First and Second Level Results Handbook – November 2007

Environmental Management and Sustainable Development: IFAD's Environmental and Social Assessment Procedures – 2008

IFAD (2006). State of Eritrea. Country Strategic Opportunities Paper (COSOP), Africa II Division, Programme Management Department, International Fund for Agricultural Development, Rome.

IFAD (2006). IFAD Policy on Crisis Prevention and Recovery, International Fund for Agricultural Development, Rome.

IFAD (2006). Eritrea. Post-Crisis Rural Recovery and Development Programme: Appraisal Report and key Files, International Fund for Agricultural Development, Rome.

IFAD (2005). Learning Notes for Investment:

- (i) Gender, International Fund for Agricultural Development, Rome.
- (ii) Community Development Funds, International Fund for Agricultural Development, Rome
- (iii) Project Targeting, International Fund for Agricultural Development, Rome
- (iv) Monitoring and Evaluation, International Fund for Agricultural Development, Rome

IFAD (2005). Eritrea. Gash Barka Livestock and Agricultural Development Project: Mid-Term Review Report, International Fund for Agricultural Development, Rome.

IFAD (2003). Eritrea. Eastern Lowlands Wadi Development Project: Completion Evaluation, Office of Evaluation, International Fund for Agricultural Development, Rome.

IFAD (2002). Regional Strategy Paper for Rural Poverty Reduction in Eastern and Southern Africa (2002-2006), International Fund for Agricultural Development, Rome.



## Logical framework

Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions
<b>Goal</b> Improvement of food security and alleviation of rural poverty	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 60% of poor rural households in the coastal community become food secured</li> <li>10% reduction in the prevalence of malnutrition for children under five</li> <li>At least 75% of artisanal fishing households of which at least 35% are woman headed households improved their fishing and household assets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study</li> <li>Ministry of Health Health &amp; Nutrition Studies</li> <li>MMR annual report</li> <li>M&amp;E report/Special Studies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No resumption of border conflict/ Political stability</li> <li>Enabling macro- micro policies in place</li> </ul>
<b>Development Objective</b> To raise production and productivity of artisanal fishers while conserving marine resources	<ul style="list-style-type: none"> <li>Increase in the artisanal annual fish catch by 300%.</li> <li>Maximum Sustainable Yield (MSY) stabilized</li> <li>Illegal fishing reduced by at least 60%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Special studies</li> <li>Project report</li> <li>MMR Annual report</li> <li>M&amp;E reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Political stability.</li> <li>Policy/ strategies &amp; Management plan for fisheries in place</li> </ul>
<b>Programme Outputs</b>			
<b>Output 1: Strengthening the Institutional capacity of the Ministry of Marine Resources</b> 1.1 Capacity building for Fisheries Resources Development Department 1.2 Institutional strengthening of Fisheries Regulatory Services department 1.3 Strengthening Hirgigo Fisheries Training Centre 1.4 Zonal Branches of MMR strengthened	<ul style="list-style-type: none"> <li>Extension messages developed, improved field extension services operational.</li> <li>All extension staff retrained to provide improved extension services</li> <li>Mariculture &amp; aquaculture technologies developed &amp; 100 small-producers in pilot production</li> <li>The infrastructure at landing sites progressively upgraded meeting requirements of increased fish production. Two ice making machines provided by PY2, &amp; 3 cold-stores provided.</li> <li>The staff of Fisheries Regulatory Department retrained &amp; provided logistics to regularly inspect the processing plants, the fish retail outlets, &amp; open fish markets</li> <li>Integrated Coastal Area Management plan produced not later than the end of PY<sub>3</sub>.</li> <li>A fish production &amp; marine resource library established &amp; operational by end of PY3</li> <li>Policies &amp; strategy for fishery sector development reviewed &amp; updated not later than PY3.</li> <li>Updated fishery management plan produced by PY2.</li> <li>Training facilities of Hirgigo Fisheries Training Centre expanded &amp; training capacity expanded from 60 trainees to 150 per year at least 20% of the trainees are women</li> <li>Capacity of the two zonal branches improved to supervise field operations</li> <li>Data collection system established &amp; operational</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MMR Annual report</li> <li>Project Progress report</li> <li>M&amp;E report</li> <li>Special studies</li> <li>Project Completion Report (PCR)</li> <li>Departmental Progress report</li> <li>Project Supervision Report</li> <li>MMR Annual report</li> <li>Project review reports</li> <li>M&amp;E reports</li> <li>Training centre annual reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Political stability.</li> <li>Border conflict not resumed.</li> <li>Technical assistance staff recruited timely</li> <li>Counterpart fund provided on time and on schedule.</li> <li>Facilities for monitoring, surveillance and control made available.</li> <li>UNDP support to quality certification &amp; market access is effectively implemented</li> </ul>
<b>Output 2: Reorganization and strengthening of fisheries cooperatives and support to other Artisanal fisheries</b> 2.1 Establishment of Cooperative Support Unit 2.2 Building the capacity of fishers cooperatives/groups and equipping them.	<ul style="list-style-type: none"> <li>National legal/regulatory policies &amp; institutional framework established &amp; operational by PY<sub>3</sub></li> <li>150 Cooperative societies/groups established- which 20% women established cooperatives.</li> <li>The existing input supply warehouses &amp; offices in Massawa &amp; Assab rehabilitated, equipped &amp; operational ; &amp; six sub-centres for input supply established &amp; operational</li> <li>200 fully equipped boats/canoes provided to cooperative societies &amp; groups</li> <li>Credit recovery rate is not less than 90%</li> <li>CSU become self-financing by PY<sub>4</sub></li> <li>2250 cooperative society members are trained in improved fishing techniques</li> <li>Cooperatives established Unions by PY<sub>5</sub></li> <li>Fish marketing outlets established &amp; operated by cooperatives</li> <li>Fishers increase their catch by not less than 300%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Progress report</li> <li>MMR Annual report</li> <li>Project progress report</li> <li>Supervision reports</li> <li>Project review reports</li> <li>M&amp;E reports</li> <li>Special studies</li> <li>PCR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No border conflict</li> <li>Political stability</li> <li>No government interference in cooperative management</li> <li>CSU is legally established</li> </ul>
<b>Output 3: Project Implementation Support Services</b> Project Implementation Support Services	<ul style="list-style-type: none"> <li>KM &amp; information dissemination system established &amp; operational not later than the end of PY<sub>2</sub></li> <li>Fisheries Sector Projects Coordination arrangements established &amp; become functional</li> <li>The M/E system is established &amp; operational</li> <li>Two Project review reports prepared &amp; actions on recommendations taken.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MMR Annual Report</li> <li>Project progress reports</li> <li>Project supervision report</li> <li>M&amp;E report</li> <li>Project review reports/PCR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No border conflict</li> <li>Political stability</li> <li>UNDP Project Implemented</li> </ul>